

Recherche-intervention en communauté villageoise

Raymond Beaudry et Hughes Dionne

Volume 7, numéro 2, automne 1994

La recherche sociale et le renouvellement des pratiques

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/301282ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/301282ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université du Québec à Montréal

ISSN

0843-4468 (imprimé)

1703-9312 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Beaudry, R. & Dionne, H. (1994). Recherche-intervention en communauté villageoise. *Nouvelles pratiques sociales*, 7(2), 141–152.
<https://doi.org/10.7202/301282ar>

Résumé de l'article

L'action se passe à Saint-Clément, un petit village du Bas-Saint-Laurent dont l'occupation du bureau de poste a fait les manchettes au cours de l'hiver 1993. Aujourd'hui, les journalistes ont quitté le village et le bureau de poste est fermé. Et pourtant, ce village, comme plusieurs autres des régions périphériques québécoises, refuse de mourir malgré sa saignée démographique et tente de trouver des alternatives de développement. Amorcée lors de l'occupation du bureau de poste, nous poursuivons une recherche-intervention¹ avec plusieurs leaders de la résistance afin de mieux saisir les enjeux sociétaux de ce conflit et de déterminer les possibilités d'actions de développement local à poursuivre.

❖ Recherche-intervention en communauté villageoise

Raymond BEAUDRY

Hugues DIONNE

sociologues

Université du Québec à Rimouski

L'action se passe à Saint-Clément, un petit village du Bas-Saint-Laurent dont l'occupation du bureau de poste a fait les manchettes au cours de l'hiver 1993. Aujourd'hui, les journalistes ont quitté le village et le bureau de poste est fermé. Et pourtant, ce village, comme plusieurs autres des régions périphériques québécoises, refuse de mourir malgré sa saignée démographique et tente de trouver des alternatives de développement. Amorcée lors de l'occupation du bureau de poste, nous poursuivons une recherche-intervention¹ avec plusieurs leaders de la résistance afin de mieux saisir les enjeux sociétaux de ce conflit et de déterminer les possibilités d'actions de développement local à poursuivre.

Directement engagés dans cette démarche, nous tentons dans cet article de décrire l'apport scientifique et méthodologique de cette opération réflexive d'accompagnement de l'action que nous menons avec plusieurs leaders du village depuis deux ans. Notre démarche d'accompagnement s'est concrétisée

1. L'utilisation de l'expression de recherche-action se rattache, de manière globale, à la tradition de la sociologie d'intervention. Notre intervention de recherche accompagne et poursuit un moment intense de lutte populaire dont on ignore les aboutissants. Le terme se veut ici générique. Voir Rémi HESS, *La sociologie d'intervention*, Paris, PUF, 1981.

dans un projet de rédaction collective d'un livre sur la résistance du village contre la fermeture du bureau de poste et, plus globalement, sur la portée des résistances villageoises manifestes dans plusieurs localités rurales de diverses régions périphériques du Québec.

Il faut d'abord préciser que notre opération s'insère dans une démarche plus générale d'analyse des mouvements sociaux identitaires et territoriaux. La signification sociologique des résistances des communautés menacées est très importante en ce qu'elles permettent d'interroger la place et la fonction de l'espace et du territoire dans la dynamique identitaire collective et dans le processus développemental. Le village de Saint-Clément est traité ici comme un cas type, une illustration concrète de cette résistance à portée développementale et sociétale. Évidemment, comme vous pourrez le constater, il ne s'agit pas d'une enquête «classique» obligeant le sociologue à une collecte distante de données à partir de cadres théorique et opératoire définissant les stratégies méthodologiques à utiliser. Nous empruntons plutôt, dans le cadre de cette recherche, une démarche de construction empirique de la théorie explicative des phénomènes de développement local et d'identité territoriale².

Nous insistons surtout, dans cet article, sur l'aspect descriptif et méthodologique de notre recherche-intervention. La structure de notre exposé comporte trois points. Nous rappelons d'abord les grands moments de la résistance villageoise de Saint-Clément étant entendu que la connaissance du contexte de notre intervention est essentielle à son appréciation. Nous pourrions ainsi mieux situer les principales étapes de notre intervention à la suite de l'occupation du bureau de poste. Finalement, nous esquisserons quelques repères d'analyses nous permettant de mieux comprendre certaines significations de société et de pratiques sociales que peut comporter une telle opération.

LA LUTTE CONTRE LA FERMETURE DU BUREAU DE POSTE

Lors de sa création en 1981, la Société canadienne des postes (SCP) se voit confier le mandat d'améliorer sa situation financière – son bilan accuse une perte d'environ 6 milliards de dollars. C'est alors que les gestionnaires de la SCP vont mettre en place un programme de redressement financier dont le volet principal consistera à convertir les bureaux de poste en comptoirs

2. Cette recherche est en partie financée par le programme FODAR de l'Université du Québec à Rimouski et par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH), sous la codirection de J.-L. KLEIN, et H. DIONNE, « Partenariat, développement local et gestion du social en région périphérique », 1992-1995. Au sujet de la démarche théorique, voir Anne LAPERRIÈRE, « Pour une construction empirique de la théorie : la nouvelle école de Chicago », dans *Sociologie et Sociétés*, vol. XIV, n° 1, avril 1982, p. 31-41.

postaux gérés par l'entreprise privée. Le processus de conversion débute habituellement lorsqu'il y a départ « naturel » du maître de poste (c'est ce que la SCP appelle le volet « humain » de son programme), c'est-à-dire lorsque celui-ci quitte son emploi pour prendre sa retraite³.

C'est ce qui se passe dans le cas de Saint-Clément où, à la fin de juin 1992, le maître de poste est remplacé temporairement par celle qui a l'habitude de le suppléer dans ses tâches quotidiennes. Malgré ce changement, rien ne laisse croire que le programme de conversion s'appliquera à la municipalité de Saint-Clément. On pense plutôt que la SCP va procéder à l'engagement d'un ou d'une maître de poste. Ce n'est qu'à la fin du mois d'août 1992, lorsque la SCP informe la municipalité qu'elle désire une rencontre « privée » avec le conseil municipal pour l'informer du programme de la SCP, qu'on se rend compte que le processus de conversion est véritablement enclenché. La date de fermeture du bureau de poste est alors prévue pour novembre, soit trois mois plus tard.

À la suite d'une première rencontre qui a lieu au mois de septembre 1992, une délégation municipale se rend dans deux paroisses voisines de Saint-Clément pour vérifier auprès des commerçants qui possèdent un comptoir postal quels sont les avantages de cette modification de services. On se rend compte que la rentabilité économique est négligeable compte tenu des heures de travail supplémentaires exigées pour la gestion du comptoir postal. De plus, la formation insuffisante du personnel ne permet pas d'offrir un service équivalent à celui d'un bureau de poste. Au même moment, un des commerçants songeait à résilier son contrat pour utiliser l'espace du comptoir postal à la location de vidéo-cassettes ; l'autre commerçant avait déjà mis fin à son contrat avec la SCP. Le village se trouvait donc sans comptoir postal puisque personne n'était intéressée à reprendre le service. Plusieurs leaders de Saint-Clément soupçonnaient déjà cet effet de fermeture compte tenu de la précarité de plusieurs commerces sans relève en milieu rural.

C'est alors que le conseil municipal refusa le projet de conversion défini par la SCP et décida de mettre sur pied, dès le début de septembre 1992, un comité de sauvegarde du bureau de poste composé de six conseillers et de trois personnes de Saint-Clément afin de chercher, par tous les moyens, à convaincre la SCP de modifier son approche et de l'adapter à la situation vécue au village. Essentiellement, le comité tentera par la suite de placer au centre des négociations le débat du maintien du bureau de poste et de la distribution du courrier à l'intérieur de l'édifice et refusera de dissocier les deux questions de la livraison et de la vente (comptoir postal) comme le voulait

3. Il faut préciser que depuis le mois de février 1994, un moratoire suspend cette procédure dans l'attente d'une analyse de la situation, en particulier, en milieu rural.

la SCP. Pour celle-ci, la conversion du bureau de poste en comptoir postal est aucunement négociable. Le seul « choix » dont il est possible de discuter concerne les différentes modalités portant sur la manière dont les gens du village (en excluant ceux de la paroisse, parce qu'ils ne sont pas selon la SCP affectés par ce changement) désirent recevoir leur courrier : soit par l'installation de cases postales à l'intérieur du commerce où se trouverait éventuellement le comptoir postal, soit par l'installation, à l'extérieur, de boîtes multiples ou de boîtes postales communautaires. En fait, la SCP ne voulait plus d'édifice de bureau de poste avec un maître de poste !

Tout au long de la lutte, les négociations iront d'impasse en impasse. Le député fédéral, en qui les citoyens avaient confiance pour dénouer l'impasse, refusera d'appuyer le comité de sauvegarde dans ses revendications malgré les demandes répétées de celui-ci. En aucun moment, les gestionnaires de la SCP n'ont manifesté une quelconque sensibilité aux demandes du comité de sauvegarde : toute demande leur apparaissait systématiquement « déraisonnable » si elle ne portait pas directement sur les alternatives de livraison établies par la SCP. Malgré les appuis déclarés de la majorité des municipalités des MRC environnantes, d'organismes comme la Coalition urgence rurale (CUR), Solidarité rurale du Québec, Dignité rurale, le Syndicat des postiers et des maîtres de poste, plusieurs organisations religieuses, la SCP perçoit toujours ce mouvement de résistance comme étant l'affaire d'un « petit groupe de personnes » qui manipule toute une population et qui refuse d'essayer le changement au nom de la « bonne volonté et du raisonnable ». Face à l'intransigeance de la SCP, le comité de sauvegarde décide, le 5 décembre 1992, d'occuper le bureau de poste avant que la SCP n'intervienne pour procéder à sa fermeture. Durant toute la durée de l'occupation, on continue à consolider la résistance et à tenter d'infléchir la décision de la SCP par différentes manifestations et sollicitations auprès des gestionnaires de la société.

L'occupation du bureau de poste durera 59 jours. C'est lors d'un événement aussi intense que coexistera et s'imbriquera le monde concret des tâches quotidiennes et régulières de l'occupation de locaux et le monde utopique des projets, des aspirations, des stratégies, des rêves possibles. Dans le premier cas, c'est en préparant des repas, en accueillant les visiteurs, en affichant sur les murs le courrier de la SCP et les « fax » d'appuis envoyés de partout à travers le Québec et le Canada, en organisant des activités publiques devant le bureau de poste (partie de sucre, fête populaire, randonnée en carriole, etc.) et en convertissant les lieux en salle de réunion pour différentes associations (AFÉAS, Centre-femmes, etc.) que la résistance se manifeste. Dans l'autre cas, c'est en faisant appel à la solidarité communautaire, en invitant les organisations locales (CADC, MRC), régionales (CUR, Solidarité rurale), provinciales (Syndicat des postiers et des maîtres de poste) et nationales (Dignité rurale) à exercer des pressions auprès de la SCP pour que cessent

ces fermetures de bureaux de poste et pour que le droit de vivre en village, en région se confirme. Le comité de sauvegarde poursuit une série d'actions dans l'intention de trouver une solution par la voie de la négociation soit avec différentes instances politiques (on se rend même au bureau de comté du premier ministre du Canada à Baie-Comeau) soit en tentant de dénouer l'impasse avec les hauts fonctionnaires de la SCP. Parallèlement s'organisent diverses manifestations dont une dernière, celle du 18 janvier 1993, où on lève un barrage partiel sur l'autoroute 20 à la hauteur de Rivière-du-Loup.

C'est durant cette période que la SCP va déposer une injonction pour que cessent les activités d'occupation du bureau de poste. Le 1^{er} février 1993, un jugement de la cour supérieure du Québec oblige les occupants à quitter l'édifice. Le jugement ne sera pas contesté par le comité de sauvegarde. La journée même, on mettra fin à l'occupation en organisant dans la soirée une manifestation populaire de solidarité. Alors que le conseil municipal poursuit les négociations avec la SCP, plusieurs débats publics ont lieu dans la localité en vue d'acheter le bureau de poste. Alors que plusieurs pensent que la municipalité s'apprête à négocier l'achat du bureau de poste pour la somme symbolique de un dollar, on tente toujours en réalité de trouver une solution permettant de rétablir le service postal tel qu'il existait auparavant.

À la fin du mois de mars 1993, au moment où la municipalité s'apprête à discuter avec la SCP d'une solution possible pour maintenir le bureau de poste ouvert (on proposait l'engagement d'une personne qui s'occuperait du service de la poste rurale et du service postal au village tout en ayant le service du tri des lettres), la SCP leur apprend qu'elle vient tout juste de signer le contrat de la concession avec un commerçant du village. La nouvelle évidemment prend par surprise les délégués du conseil municipal dont la stratégie de négociation est complètement invalidée. Il ne restait plus qu'à s'entendre sur les modalités d'achat du bureau de poste. C'est finalement le 14 septembre 1993 que la municipalité conclut l'entente d'achat symbolique de l'édifice.

L'ACCOMPAGNEMENT DE LA LUTTE : QUELQUES ÉTAPES

L'idée d'écrire un livre est née durant l'occupation du bureau de poste à l'hiver 1993 à partir d'une discussion avec un des coauteurs du présent article (R.B.). Ce dernier a été présent durant toute la lutte et a pu compiler de multiples informations d'enquête par observation participante et par entrevues auprès des membres du comité de sauvegarde durant le conflit. Il faut voir l'écriture de ce livre comme un « prétexte » de recherche-intervention. L'action principale de lutte populaire a eu lieu ; plusieurs leaders du comité de sauvegarde cherchent à la fois à mieux se faire comprendre et à mieux comprendre

le sens de la lutte. Un sentiment d'abandon et d'incompréhension socio-politique à l'égard de la lutte qui a été menée durant plusieurs mois au sujet du bureau de poste s'est exprimé chez plusieurs résidents de Saint-Clément. « On n'a pas été pris au sérieux ; on ne nous a pas compris », disent-ils. Il nous semblait que derrière ces premières interrogations plus spontanées se camouflaient les enjeux d'une résistance majeure à certaines formes de développement et de société. On connaît déjà l'importance des luttes contre les fermetures des bureaux de poste dans la définition des orientations et des stratégies de développement local en milieu rural⁴. Il fallait réfléchir ensemble, chercheurs et acteurs, pour tenter de mieux comprendre le sens de ces luttes passées et à venir. De fait, on résiste à quoi en voulant se maintenir dans ces villages menacés ? C'est à cette question de base que nous tentons ensemble de répondre. Écrire collectivement un livre, c'est surtout se rappeler les événements, en définir la portée, dégager des enjeux plus globaux de développement local, discuter des valeurs de société, inventorier des portes de sorties.

Le début de la collaboration chercheurs-acteurs (décembre 1992 – mars 1993)

C'est cette démarche riche de réflexions communes et de recherche d'actions qui est en cours. Elle s'est amorcée dès le début de l'occupation du bureau de poste en décembre 1992. Citons ici quelques éléments du journal d'enquête de Raymond Beaudry pour mieux nous situer :

Dans la semaine qui suit l'occupation du bureau de poste, je me rends sur les lieux. Mon premier contact avec les occupant-es est assez froid. J'ai l'impression qu'il règne au bureau de poste un climat de méfiance. Pas nécessairement à cause de mon statut de chercheur, que je précise dès les premiers contacts, mais peut-être parce que je ne suis pas du village. J'étais l'étranger qui venait voir ce qui se passait dans un bureau de poste qu'on occupait et qu'on avait réaménagé. Cette méfiance, je m'en suis aperçu par la suite, n'était pas reliée uniquement au fait que je ne faisais pas partie du village, mais elle avait été en quelque sorte instituée dès le départ par le comité de sauvegarde autour d'un consensus qui avait pour principe que la lutte soit toujours sous le contrôle du comité de sauvegarde. Tout « corps étranger » devait être dans une relation de soutien. Cette « contribution implicite » qu'on attendait des autres ne me posait pas de problème, bien qu'un tel rapport me donne toujours l'impression de marcher sur des œufs. Je m'attarde surtout à observer et à comprendre ce qui se passe tout en manifestant ma sympathie pour tout ce qui tente de rendre plus « humaines » les décisions technocratiques.

4. Voir Clermont DUGAS, « Le service postal en milieu rural : le cas de Saint-Clément », dans *l'Action Nationale*, vol. 83, n° 4, avril 1993, p. 477-487 ; Serge CÔTÉ, « Réactions du milieu rural à la réorganisation du service postal au Québec », dans *Les Cahiers de l'IREPP* (Institut de recherche, d'études et de prospective postales), n° 14, septembre 1993.

Mon intégration aux occupants du bureau de poste s'est peu à peu concrétisée en une relation de grande confiance. J'étais devenu à part entière du village... Là, dans ce bureau de poste, aménagé avec des tables, une cafetière, un frigidaire, des lits improvisés pour passer la nuit, un recoin pour le comité de sauvegarde, se créent d'autres vies, d'autres raisons d'exister. (R.B., Journal d'enquête)

Le chercheur est ici en plein cœur de l'action, accompagne les manifestations (rencontres publiques, réunions préparatoires, occupation de routes, audiences de procès à Rivière-du-Loup, injonction) et rend compte des événements jusqu'à la fin de l'occupation du bureau de poste, le 1^{er} février 1993. Dès les premières semaines, il partage avec les occupantes et les occupants leur analyse des événements qui dépasse le simple enjeu d'un bureau de poste. S'installe alors une certaine complicité. Devant l'importance qu'on accorde à la collecte des informations (compilation des fax, calendrier des événements qu'on affiche au mur, cahier dans lequel on compile la liste des visiteurs, etc.) et plusieurs frustrations partagées (comme ce sentiment d'abandon et d'incompréhension sociopolitique) qui réduisent la lutte à un refus au changement désormais orienté, à plus ou moins long terme, vers le courrier électronique, le chercheur propose durant l'occupation d'envisager la rédaction collective d'un livre. On trouvait à l'époque l'idée intéressante, mais on n'y croyait pas vraiment. À la fin de l'occupation, il relance l'idée d'écrire un livre et rencontre en avril 1993 le conseil municipal pour leur annoncer que le GRIDEQ⁵ est prêt à soutenir une telle démarche dans un contexte où les occupants fatigués, déçus doivent alors se redéfinir à partir de ce goût de voir survivre leur village.

L'entente commune (avril 1993)

La voie était toute tracée à ce projet d'écriture collective d'un livre, d'autant plus que cela représentait une occasion rêvée de mieux faire comprendre le sens de cette lutte qui avait souffert de tant d'incompréhension. Il va sans dire qu'un tel projet ne pouvait se bâtir que sur un rapport de confiance bien ancré entre acteurs et chercheurs. Il fallait donc consolider la confiance qui s'était établie lors de l'occupation du bureau de poste. Aussi, les deux chercheurs, étrangers à la communauté locale, devaient-ils définir clairement leurs positions à l'égard du projet sociopolitique du village. La pseudo-neutralité du chercheur a été immédiatement dénoncée. Les gens de Saint-Clément savaient qu'une armée d'experts avaient élaboré la proposition de la SCP. L'intellectuel pouvait facilement être confondu avec le fonctionnaire d'une société nationale ou d'un ministère ; les buts de sa démarche devaient, par

5. GRIDEQ : Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional de l'Est du Québec, rattaché à l'Université du Québec à Rimouski.

conséquent, être bien explicités. L'approche de la recherche-intervention nous a obligés à distinguer objectivité scientifique et neutralité politique. Le fait de vouloir produire une œuvre collective d'écriture a permis d'établir rapidement une sorte de contrat social et politique entre chercheurs et acteurs, qui est à la base de toute recherche dans le domaine des sciences de l'humain⁶. Chercheurs et acteurs sont ainsi amenés à s'associer dans une démarche commune de développement d'un milieu donné.

Tout le défi est là ! La pratique de recherche la plus facile consisterait à se donner un statut de «voyeur de société», prétextant une neutralité sociale comme si le chercheur lui-même flottait au-dessus des rapports sociaux. Il s'agit alors de dépersonnaliser et fonctionnaliser la relation sociale de recherche de manière à donner l'illusion qu'elle est dénuée de valeurs politiques et sociales. C'est ici le propre d'une attitude technocratique. Pour les gens de Saint-Clément, c'est celle qu'adoptent les agents des ministères, des sociétés publiques ou privées, d'organismes publics ou parapublics qui viennent juger de la «viabilité» du village en clamant la nécessité d'exercer cette vertu entrepreneuriale en présentant des projets socio-économiques de développement. La pression et la résistance déclarée deviennent désuètes : dans l'attente qu'elle finisse, il faudrait la dépasser et être positif, peu importe les capacités objectives d'action. Fini l'analyse des blocages au développement, il faut passer à l'action. Le chercheur-intervenant doit rétablir la confiance et faire ressortir ses connivences avec le milieu. Il se compromet dans une solidarité avec une communauté donnée dans un rapport objectif de transparence, sans crainte de perdre de scientificité qui correspond trop souvent à un isolement factice du chercheur considéré, à tort, comme «immunisé» contre les relations sociales et humaines compromettantes pour l'objectivité de sa démarche⁷. Nous avons donc précisé, avec la communauté, une démarche de réflexions s'insérant dans son projet global de développement local villageois.

Les premiers diagnostics partagés (mai – septembre 1993)

Les premières réunions plus systématiques entre les chercheurs et les diverses personnes intéressées au projet de livre ont eu lieu au printemps 1993 à Saint-Clément. Nous étions une dizaine de personnes autour de la table. On y retrouvait les principaux leaders de la lutte de résistance du bureau de poste. Diverses rencontres (quatre à cinq) ont permis de définir ensemble le sens du projet et de préciser les démarches à suivre. Au départ, certaines personnes se disaient prêtes à écrire des parties de textes, de contribuer à la recherche,

6. Jacques ALARY (sous la direction de) (1988), *Solidarité. Pratiques de recherche-action et de prise en charge par le milieu*, Montréal, Boréal.

7. Gilles HOULE (numéro spécial par) (1982), «La sociologie, une question de méthode?», dans *Sociologie et sociétés*, vol. XIV, n° 1, avril 1982.

mais plusieurs étaient surtout intéressées à parler, à raconter les événements récents. C'est alors qu'à partir d'une chronologie des événements et de quatre principales variables (le vécu des personnes, la stratégie utilisée, les motifs de résistance et la perception des personnes extérieures à la lutte immédiate) s'est constituée peu à peu ce que nous avons appelé une histoire commune.

La rédaction d'un livre représentait en quelque sorte une occasion de «se reprendre», de mieux dire ce qui s'était passé, de mieux définir le sens de la lutte qui avait été menée. Les artisans de la résistance avaient aussi besoin d'échanger, de mieux évaluer les enjeux et les stratégies de développement d'une telle opération. On comprendra plus tard que, derrière la lutte pour le maintien du bureau de poste, se camouflait un enjeu développemental majeur, les balbutiements d'un projet social qui n'était pas manifeste au début de la recherche. Peu à peu, la réflexion nous a amenés à poser le développement des communautés villageoises dans l'optique de l'urgence de repenser d'autres manières de vivre ensemble. L'opération technocratique banalisait la capacité créative des acteurs, les refoulait dans une fonction d'exécutant tout en faisant abstraction de leur identité territoriale. Vouloir vivre signifiait se donner les services utiles à la communauté et non répondre aux besoins d'un système. Vouloir vivre signifiait chercher collectivement ce qui permettait à tous et chacun de se réaliser dans son quotidien.

L'histoire «à refaire» (octobre 1993 – février 1994)

La démarche de recherche s'est précisée avec un collectif de sept personnes qui est devenu le «comité de rédaction» du livre. Il a été assez facilement convenu, à partir de diverses propositions opératoires de réalisation du livre, de la nécessité de refaire la lecture de l'histoire de la résistance, compte tenu de la complémentarité des informations à partager par les diverses personnes de l'ex-comité de sauvegarde. L'enregistrement des discussions (plus de cinquante heures d'entrevues avec le groupe) nous a permis de réaliser une première écriture des événements vécus ; à partir des textes fournis, les événements historiques ont alors été approfondis par le groupe dans des réunions subséquentes. L'opération permettait principalement de se donner une «histoire commune» des faits, du moins telle que partagée par le comité de rédaction⁸. Des soirées entières de discussions (souvent tard dans la nuit) ont permis de restituer cette histoire vécue collectivement. Cela a aussi été l'occasion «clinique» pour plusieurs participantes et participants de définir leurs prises de position durant la résistance. L'intervention auprès des leaders était ici importante.

8. Alain CROIX et Didier GUYVARCH (sous la direction de) (1990), *Guide de l'histoire orale*, Paris, Seuil.

L'analyse et la rédaction (mars 1994 – décembre 1994)

Évidemment, l'histoire même de la résistance risquait d'être partielle et inexacte si elle n'était pas validée par d'autres personnes, sympathisants ou opposants de la résistance. C'est dans cette perspective qu'il a été décidé, par entrevues individuelles ou collectives, non seulement de compléter et de valider les faits et événements historiques, mais aussi d'interroger divers acteurs du village ou hors du village sur certains aspects vécus lors de la lutte et sur leurs perceptions de la portée développementale d'une telle action de résistance. Les entrevues portaient principalement sur : 1) les motifs de résistance de la part des acteurs engagés, 2) l'expression du vécu (sentiments et réflexions) des acteurs impliqués ou non dans la résistance, 3) la pertinence et l'à-propos des stratégies déployées et, enfin, 4) les perceptions des acteurs externes et opposés à la lutte. Les questions d'entrevues ont été élaborées à partir de ces dimensions. Les modalités d'entrevues en cours ont été faites à partir des personnes du comité de rédaction et les stratégies employées ont été discutées quant à leur validité et leur efficacité. Les entrevues ont été soit réalisées, soit supervisées par les enquêteurs et une assistante de recherche. L'analyse sera effectuée à partir des compilations des entrevues et des rencontres réalisées pour faire ressortir la portée développementale et sociétale d'une telle résistance et pour dégager des voies d'actions pertinentes pour la continuité du village.

Le contenu du livre en rédaction comportera éventuellement trois parties : 1. L'histoire d'une longue résistance du village (au-delà de la lutte pour le bureau de poste) ; 2. Le vécu des acteurs (les solidarités et les contradictions) ; et 3. La communauté en résistance et en développement (résultat des analyses). Il est prévu que le comité de rédaction participe activement à toutes les opérations engagées. Nous devons poursuivre cette démarche jusqu'au début de l'automne 1994. L'édition du livre est prévue pour décembre 1994, éventuellement à l'occasion du deuxième anniversaire de l'occupation du bureau de poste⁹.

PARTENAIRES EN RECHERCHE DE SIGNIFICATIONS SOCIALES

Comment interpréter la résistance de la population de Saint-Clément à la fermeture du bureau de poste ? Durant tout le processus de consultation, la SCP a refusé de remettre en question la logique centrale de son programme

9. Écrire un article est aussi une intervention ! Ceux et celles qui seraient intéressés à se procurer le livre peuvent communiquer avec Jean Larrivée ; un bon de commande vous sera alors expédié. Adressez votre demande à Jean Larrivée, Secrétariat du GRIDEQ, Université du Québec à Rimouski, Rimouski, GRL 3A1, tél. : (418) 724-1441.

qui était de différencier les opérations de distribution et de vente et s'est acharnée à n'aborder que les modalités de distribution du courrier. Plusieurs agents de la SCP ainsi que certains représentants politiques (député fédéral) n'y ont vu qu'une querelle sur des modalités techniques de « modernisation » d'un service public et le refus d'un changement technique par une population rurale traditionnelle résistante au changement moderne. Pour plusieurs autres intervenants locaux et régionaux (agents de développement, représentants municipaux), il importait davantage de « dépasser » cette action de pression en élaborant des propositions concrètes d'initiatives entrepreneuriales susceptibles de créer des emplois ruraux et de consolider les assises économiques du village. La lutte pour le bureau de poste pouvait facilement être prise pour une lutte d'arrière-garde. Il fallait être plus positif et entreprenant. L'extension des solidarités dans la résistance a effectivement été très difficile et peu efficace.

De fait, nous avons découvert comment la résistance pour la maintien du bureau de poste a dépassé l'événement et n'a été que le lieu symbolique d'une résistance communautaire plus profonde qui dure depuis plusieurs décennies pour assurer la survie du village. Par conséquent, le projet du livre s'est élargi et a pris une valeur symbolique et globale beaucoup plus profonde. C'est, d'une part, toute la portée développementale du village qui a été interrogée à travers cette lutte¹⁰. D'autre part, l'avancée de nos discussions nous a fait voir de plus en plus comment l'expression de la résistance s'est réalisée en des termes de solidarités communautaires où ont été mises de l'avant des valeurs de socialités, d'affectivités, d'échanges et de dons qui remettent en question la logique rationnelle et instrumentale de la société elle-même. Curieusement, nous avons rejoint de plus en plus, dans nos réflexions, les perspectives de socialités en gestation, la recherche du « nous » communautaire, de proxémie (social proche, relations affectuels) et de « transcendance immanente » propres à certaines analyses postmodernistes¹¹. Il s'agit là d'expressions d'un travail culturel et identitaire que nous avons tenté d'approfondir avec plusieurs leaders de la communauté. Nous avons mieux perçu comment la résistance pour sauvegarder le bureau de poste s'insérait dans une problématique de développement identitaire qui allait à l'encontre des logiques de développement entrepreneuriales dominantes telles qu'elles étaient véhiculées, en l'occurrence, par la SCP. La nécessité de bien démontrer cette logique communautaire de société nous oblige maintenant à inter-

10. Hugues DIONNE (1989), « Le développement local villageois comme projet de société », dans C. GAGNON, J.-L. KLEIN, M. TREMBLAY et P.-A. TREMBLAY, *Le local en mouvements*, Chicoutimi, GRIR, UQAC.

11. Voir, entre autres, Michel MAFFESOLI (1993), *La contemplation du monde. Figures de style communautaire*, Paris, Grasset.

roger les nouveaux modes de régulation de la société¹² dont les fondements ontologiques doivent être discutés et débattus¹³. Ainsi, au cœur de l'action, c'est la question de la normativité qui est posée. À une normativité de société à caractère utilitariste, marchand et technocratique, à une approche clientéliste et individualiste, on oppose un non retentissant. Une « résistance » qui, tout en se manifestant dans la joie, l'humour et la fête, tente de révéler les contradictions d'un univers technocratisé et marchandisé¹⁴. On fait même l'hypothèse qu'il s'agit là de toute une socialité maintenue qui aurait résisté aux « bienfaits du progrès » à travers des pratiques apparemment « traditionnelles » de maintien d'un milieu de vie. Peut-être que nos analyses plus approfondies pourront paradoxalement nous révéler une démarche collective visant la critique même de la modernité ou sur la voie de la postmodernité¹⁵.

Comment qualifier une telle intervention de recherche ? L'action était déjà engagée, nous n'avons fait que la poursuivre. Du moins, avons-nous tenté de voir ensemble les possibilités d'action. S'agirait-il d'une recherche-action ou plutôt d'une action-recherche¹⁶ ? Il est certain que la volonté de renforcer ce trait d'union entre chercheurs et acteurs était au cœur de notre intervention. Nous nous sommes inspirés pour ce faire de plusieurs sources. Notre démarche auprès des leaders s'est inspirée en partie des orientations de l'intervention sociologique permanente¹⁷. Certains des participants ont mis de l'avant le processus de conscientisation qui s'est dégagé des opérations amorcées. À certains égards, la dynamique de recherche auprès du groupe de leaders nous a entraînés à réfléchir notre intervention dans les termes de la « sociologie clinique » compte tenu des effets de consolidation et de solidarités qui se dégagaient des rencontres-discussions des membres de l'ex-comité de sauvegarde qui n'avaient pas eu l'occasion d'échanger systématiquement sur la signification et la portée des actions menées à l'hiver 1993¹⁸. En fait, il nous a fallu nous dégager le plus possible des « patterns » approuvés afin de pouvoir imaginer avec un milieu donné, à partir d'un projet d'écriture collective, une modalité de recherche qui réponde le mieux possible aux

12. J.-L. KLEIN (1989), « Développement régional et espace local : vers une régulation territorialisée », dans *Revue Internationale d'Action Communautaire (RIAC)*, n° 22/62, automne 1989.

13. Michel FRETAG (1986), *Didactique et société*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 2 vol.

14. Michel MAFFESOLI (1988), *Le temps des tribus*, Paris, Meridiens Klincksieck.

15. Alain TOURAINE (1992), *Critique de la modernité*, Paris, Fayard. Nous voulons éviter ici le débat entre modernité et postmodernité.

16. Gabriel GOYETTE et Michelle LESSARD-HÉBERT (1987), *La recherche-action. Ses fonctions, ses fondements et son instrumentation*, Québec, PUQ.

17. Alain TOURAINE (1978), *La voix et le regard*, Paris, Seuil.

18. E. ENRIQUEZ, G. HOULE, J. RHÉAUME et R. SÉVIGNY (sous la direction de) (1993), *L'analyse clinique dans les sciences humaines*, Montréal, Éditions Saint-Martin.

intérêts de ceux et celles qui s'acharnent à développer une microsociété villageoise. Nous nous sommes surtout contraints à procéder avec rigueur dans le respect des techniques d'enquêtes approuvées.

CONCLUSION

Notre intervention oblige à faire la distinction entre objectivité scientifique et neutralité politique. La prétention a-politique de la recherche est vite remise en question dans une telle dynamique d'intervention. La recherche engagée et impliquante pose certes des questions épistémologiques fondamentales, comme la recherche « classique » d'ailleurs, mais elle à l'avantage d'alléger cette différenciation lourde entre la conception et la réalisation ou entre la réflexion et l'action. L'engagement du chercheur sur le terrain oblige à certaines responsabilités critiques quant à la définition du sens de l'action engagée et à dénoncer ces processus technocratiques qui finissent par évacuer le sujet en tant qu'acteur de la communauté. Nous sommes engagés dans un processus de recherche avec des acteurs impliqués dans leur milieu et actuellement, le travail de réflexion est abondamment nourri par la rédaction collective d'un livre. Parallèlement, la prise de conscience accrue par les significations des luttes passées et à venir nous entraîne directement dans un processus d'action dont on ignore encore les aboutissants. Il s'agit ici d'une démarche que nous considérons à la fois théorique et à « ras le sol » et que nous voulons poursuivre en solidarité avec les acteurs.

Bibliographie

- ALARY, Jacques (sous la direction de) (1988). *Solidarité. Pratiques de recherche-action et de prise en charge par le milieu*, Montréal, Boréal.
- COTÉ, Serge (1993). « Réactions du milieu rural à la réorganisation du service postal au Québec », *Les Cahiers de l'IREPP (Institut de recherche, d'études et de prospective postales)*, n° 14, septembre 1993, 85-90.
- CROIX, Alain et Didier GUYVARCH (1990). *Guide de l'histoire locale*, Paris, Seuil.
- DE GAULEJAC, Vincent et Shirley ROY (sous la direction de) (1993). *Sociologies cliniques*, Paris, EPI.
- DIONNE, Hugues (1989). « Le développement local villageois comme projet de société », dans GAGNON, C., KLEIN, J.-L., TREMBLAY, M. et P.-A. TREMBLAY, *Le local en mouvements*, Chicoutimi, GRIR, UQAC.
- DUGAS, Clermont (1993). « Le service postal en milieu rural : le cas de Saint-Clément », *l'Action Nationale*, vol 83, n° 4, avril 1993, 477-487.
- ENRIQUEZ, E., HOULE, G., RHÉAUME, J. et R. SÉVIGNY (sous la direction de) (1993). *L'analyse clinique dans les sciences humaines*, Montréal, Éditions Saint-Martin.

- FREITAG, Michel (1986). *Dialectique et société*, Montréal, Éditions Saint-Martin (2 vol.).
- GODBOUT, Jacques T. (1992). «Le passage au don moderne», dans *L'esprit du don*, Paris, La Découverte.
- GOYETTE, Gabriel et Michelle LESSARD-HÉBERT (1987). *La recherche-action. Ses fonctions, ses fondements et son instrumentation*, Québec, PUQ.
- HESS, Rémi (1981). *La sociologie d'intervention*, Paris, PUF.
- HOULE, Gilles (numéro réalisé par) (1982). «La sociologie, une question de méthode?», *Sociologie et sociétés*, vol. XIV, n° 1, avril 1982.
- KLEIN, J.L. (1989). «Développement régional et espace local: vers une régulation territorialisée», *Revue Internationale d'Action Communautaire (RIAC)*, n° 22/62, automne 1989.
- MAFFESOLI, Michel (1988). *Le temps des tribus*, Paris, Meridiens Klincksieck.
- MAFFESOLI, Michel (1993). *La contemplation du monde (Figures de style communautaire)*, Paris, Grasset.
- TOURAINÉ, Alain (1978). *La voix et le regard*, Paris, Seuil.
- TOURAINÉ, Alain (1992). *Critique de la modernité*, Paris, Fayard.